

LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS
(FPR) - INKOTANYI

Le 7 novembre 1990

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE
DE LA COOPERATION DE LA REPUBLIQUE
FRANCAISE

Excellence Monsieur le Ministre,

A l'occasion de votre mission en Afrique Centrale et Orientale qui est axée sur la recherche des voies et moyens pour résoudre la crise actuelle du Rwanda, le Front Patriotique Rwandais qui reconnaît le bien-fondé de votre démarche s'inquiète néanmoins de l'intervention des troupes françaises et de leur maintien au Rwanda.

Le Front Patriotique Rwandais est d'autant plus étonné de cette attitude de la France que sa position de Pays-mère des Droits de l'Homme la prédisposait plutôt à être du côté de ceux qui luttent pour la défense et la promotion des mêmes droits et valeurs au Rwanda.

Monsieur le Ministre, le Front Patriotique Rwandais attire votre attention et celle de votre gouvernement sur le caractère interne du conflit rwandais actuel et dont les origines résident entièrement dans les contradictions et impasses entretenues ou créées par le régime de M. HABYARIMANA.

En matière de politique intérieure, la "politique dite d'équilibre ethnique et régional" n'est rien d'autre qu'un système de discrimination généralisée d'une ethnie ainsi que la plupart des régions du pays dans tous les secteurs de la vie nationale, les plus sensibles étant ceux de l'éducation et de l'emploi. Cette politique de discrimination est d'autant plus criminelle qu'elle a été érigée en institution, puisqu'elle est sous-tendue par les lois et par divers instruments administratifs telle que la carte d'identité avec mention ethnique. La politique de favoriser la seule région d'origine du Chef de l'Etat a conduit le régime à s'enfermer progressivement dans un engrenage de népotisme et de corruption aujourd'hui dénoncé par l'opinion publique nationale et internationale. La situation est telle qu'à l'heure actuelle

terminé

.../...

les hauts responsables du Rwanda, pays classé parmi les plus pauvres du monde, se livrent à des scandales de détournements des deniers publics, de transferts illicites de devises, à la protection des circuits de production et de commercialisation des stupéfiants ainsi qu'à celle des actes publics d'escroquerie dont la plus connue est celle relative à l'organisation de la Foire sur la protection des gorilles de montagne.

En plus de la politique de discrimination ethnique et régionale ainsi que de nombreux abus de corruption, la deuxième grande impasse est sans aucun doute l'entêtement du régime de M. HABYARIMANA à s'opposer au retour des réfugiés rwandais dans leur patrie, confondant à dessein une question de droit inaliénable avec des problèmes de simple conjoncture économique et foncière. Ce manque de dialogue franc à l'égard des citoyens de l'intérieur et de l'extérieur du pays a conduit, ces dernières années, l'opinion publique rwandaise à dénoncer notamment dans la presse écrite toutes ces contradictions auxquelles le gouvernement rwandais a chaque fois répondu par des discours démagogiques destinés à abuser l'opinion publique internationale, l'opinion publique nationale étant, quant à elle, déjà révoltée mais muselée.

C'est en définitive dans ces circonstances de refus de dialogue de la part du gouvernement rwandais que le Front Patriotique Rwandais, qui est un mouvement politico-militaire englobant les rwandais de toutes les ethnies, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur du pays, a décidé d'assumer ses responsabilités en prenant les armes contre le pouvoir de Kigali.

Aussi, dans son programme, le Front Patriotique Rwandais est-il décidé à promouvoir sans ambiguïté ni demie mesure l'unité du Peuple rwandais, le respect des Droits de l'Homme ainsi que la gestion saine de l'économie nationale et de la chose publique. Il se propose également d'assurer la sécurité du pays et de tous les rwandais sans oublier les étrangers qui habitent, coopèrent ou visitent le Rwanda. C'est dans cet esprit que dans le domaine des relations extérieures, le Front Patriotique Rwandais entend promouvoir une véritable coopération fondée sur le strict respect des intérêts mutuels avec les nations éprises de paix et de justice.

Pour réaliser cet idéal, qui n'est nullement un prétexte comme le prétend actuellement le régime de M. HABYARIMANA, le Front Patriotique Rwandais demande vivement au gouvernement français de l'aider et non de contrecarrer dans ses efforts actuels de défense des Droits de l'Homme et du Citoyen au Rwanda. La contribution que le Front Patriotique Rwandais sollicite auprès de la France est de poursuivre son action de médiation pour une paix durable au Rwanda. Cependant, pour que les responsables français puissent y contribuer sans ambiguïté ni risque d'être

taxés de complicité avec un régime décadent et corrompu, ils devraient décider sans délai du retrait de leurs troupes qui, dans le cas contraire, sembleraient être venues plus pour aider le gouvernement rwandais à se maintenir en place et à continuer à massacrer les populations que pour protéger leurs ressortissants. La responsabilité morale de la France dans la recherche des solutions à la crise rwandaise requiert qu'elle se présente à la face du monde comme un médiateur impartial et non comme l'une des parties engagées dans le conflit.

Pour terminer, le Front Patriotique Rwandais réitère son insistance pour que la France, Pays-mère de la Déclaration des Droits de l'Homme, ne ternisse son image de marque en Afrique et dans le Monde en s'associant à un régime qui viole systématiquement les Droits de l'Homme au Rwanda.

LE FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS
(FPR) - INKOTANYI

COPIES POUR INFORMATION A:

- A son Excellence Juvénal HABYARIMANA, Président de la République Rwandaise à KIGALI
- A son Excellence Yoweri MUSEVENI, Chef de l'Etat Ugandais et Président en exercice de l'OUA à KAMPALA
- A son Excellence Pierre BUYOYA, Président de la République du Burundi, Président en exercice de la CEPGL et de l'OBK à BUJUMBURA
- A son Excellence MOBUTU SESE SEKO, Président de la République du Zaïre à KINSHASA
- A son Excellence Arap MOI, Président de la République du Kenya à NAIROBI
- A son Excellence Ali Hassan MWINYI, Président de la République Unie de Tanzanie, à DAR-ES-SALAAM
- A Monsieur Javier Perez de CUELLAR, Secrétaire Général des Nations-Unies à NEW-YORK
- A Monsieur Salim Ahmed SALIM, Secrétaire Général de l'OUA à ADDIS-ABEBA